

## **Le monde face à un Tsunami alimentaire ou quand la spéculation tue<sup>1</sup>**

***Les émeutes de la faim sautent d'un continent à l'autre. Les prix des produits agricoles explosent sous l'effet de la pénurie et de la spéculation. Les dirigeants européens se disent tardivement conscients des menaces. Mais refusent des politiques de maîtrise publique pour brider et réguler les marchés. Ce sont pourtant les dogmes de la mondialisation qui sont en cause.***

Le constat est sans appel. Cruel. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la facture des importations céréalières des pays les plus pauvres du monde devrait augmenter de 56 % en 2007/2008 après une hausse significative de 37 % en 2006/2007. Pour les pays à faible revenu et déficit alimentaire en Afrique, cette facture devrait augmenter de 74 %, selon le dernier bulletin « Perspectives de récoltes et situation alimentaire » de la FAO. Les prix du pain, du riz, du maïs et de ses dérivés, du lait, de l'huile, du soja et d'autres produits de base se sont envolés ces derniers mois dans nombre de pays en développement. Des émeutes de la faim ont été signalées en Égypte, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Burkina Faso, en Indonésie, à Madagascar et en Haïti. Au Pakistan et en Thaïlande, l'armée a été déployée pour éviter le pillage de la nourriture dans les champs et les entrepôts. « *La flambée des prix des denrées alimentaires frappe plus durement les pauvres, car la part de l'alimentation dans leurs dépenses totales est beaucoup plus élevée que celle des populations aisées* », a fait observer Henri Josserand du Système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO. « *L'alimentation représente environ 10 à 20 % des dépenses de consommation dans les pays industrialisées, mais au moins 60 à 80 % dans les pays en développement, dont beaucoup sont importateurs nets de produits alimentaires.* » En Asie, « *Nous estimons qu'un milliard de personnes sont affectées par la hausse des prix des aliments* » a noté le directeur général de la Banque asiatique de développement, Rajat Nag. « *Cela inclut environ 600 millions de personnes qui survivent avec moins d'un dollar par jour.* »

La situation peut-elle s'améliorer ? Si la croissance prévue de la production en 2008 se matérialise, la situation actuellement tendue sur l'offre céréalière mondiale pourrait se relâcher en 2008/09, espère le rapport de la FAO. Mais beaucoup dépendra des conditions climatiques, prévient-elle, rappelant qu'à la même époque l'an dernier, les prévisions de la production céréalière pour 2007 étaient bien meilleures que la production finalement obtenue. Les conditions climatiques défavorables ont dévasté les récoltes en Australie et les ont réduites dans nombre d'autres pays, en particulier en Europe. Et des conditions climatiques favorables seront bien plus cruciales pour cette nouvelle campagne, car les réserves mondiales de céréales sont épuisées. Les stocks céréaliers mondiaux chuteraient à 405 millions de tonnes en 2007/08, soit 21 millions de tonnes en moins, ou 5 % de moins que leur niveau déjà réduit de l'année précédente. Il s'agit là du niveau le plus bas jamais atteint en 25 ans.

### **Causes et effets**

Il ne manque pas d'experts pour mettre en évidence les causes de la crise actuelle : hausse de la demande générée par l'engouement pour les agrocarburants, sécheresse en Australie, trop de pluie en Europe, modification des comportements alimentaires dans les pays émergents... Sans nécessairement s'entendre sur l'impact relatif des unes ou des autres. Moins encore sur les conditions nécessaires pour en sortir.

---

<sup>1</sup> Analyse parue dans le N° 345 du *Journal du mardi*, 3 juin 2008.

Convaincus que la crise alimentaire mondiale risque d'infliger à l'ONU de graves revers en matière de lutte contre la faim, de maintien de la paix et de développement, le secrétaire général de l'organisation, Ban Ki-moon, et les dirigeants de 27 agences et fonds des Nations unies ont pourtant lancé, fin avril encore à Berne, un nouveau cri d'alarme. « *Nous considérons que la hausse dramatique des prix alimentaires dans le monde entier est devenue un défi sans précédent, de proportions mondiales, qui représente une crise pour les plus vulnérables, y compris les citoyens pauvres* », a déclaré l'ONU. « *C'est actuellement le problème numéro un* », a ajouté le directeur de la communication de M. Ki-moon, Michael Meyer. « *Nous devons mettre au diapason tous les gouvernements, toutes les agences internationales, les entreprises privées et les fondations* », a ajouté le fonctionnaire onusien. Ban Ki-moon a donc exhorté la communauté internationale à débloquer rapidement des sommes d'argent afin d'apporter un soutien aux fonds d'urgence du Programme alimentaire mondial (PAM), où il manque aujourd'hui 755 millions de dollars, selon ses responsables. « *Sans le financement de ces fonds d'urgence, nous risquons encore le spectre d'une famine, d'une malnutrition et d'émeutes à une échelle mondiale et dans des proportions sans précédent* », a-t-il prévenu. Le secrétaire général des Nations unies a ainsi exprimé l'espoir que les dirigeants de la communauté internationale participent en juin à une réunion à Rome pour trouver des moyens de soulager la crise alimentaire, soulignant qu'ils étaient précédemment restés sourds aux avertissements lancés par la FAO et d'autres organismes.

### **La faute du FMI**

La rencontre de Berne avait aussi pour objectif de faire parler les institutions internationales d'une seule voix sur des questions centrales telles que l'impact du développement des agrocarburants sur l'augmentation des prix des denrées alimentaires. Le rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation, Jean Ziegler, au terme de son mandat, s'en est pris aux politiques «*aberrantes*» du Fonds monétaire international, qui a, selon lui, imposé, dans les pays où il intervient, la plantation de produits destinés à l'exportation au détriment de l'agriculture de subsistance.

L'universitaire suisse n'a pas manqué une occasion depuis des années pour attirer l'attention des décideurs mondiaux sur la situation des affamés dans le monde ainsi que sur les dégâts des mécanismes de marché dans l'agriculture des pays en développement.

S'appuyant sur les terribles données de la FAO qui mettent en évidence la remontée du nombre des personnes victimes de la faim (plus de 854 millions l'année dernière), il a toujours affirmé avec force sa croyance en la nécessité de reconnaître «*le droit à l'alimentation*» comme «*partie intégrante des droits fondamentaux de l'homme*».

C'est en ce sens que ce défenseur de la préservation des cultures vivrières a qualifié dernièrement de «*crime contre l'humanité*» le fait d'affecter aujourd'hui des terres et de la production céréalière aux biocarburants... Dans le rapport de son dernier mandat, il y a quelques semaines devant le Conseil des droits de l'homme, il expliquait : «*Un certain nombre de gouvernements et d'organisations intergouvernementales appuient la théorie néolibérale qui ne reconnaît pas l'existence des droits économiques, sociaux et culturels et limite les droits de l'homme aux seuls droits politiques et civils. Selon les tenants de cette théorie, seul un marché mondial totalement libéralisé et privatisé peut éliminer la faim et la malnutrition dans le monde. Les faits prouvent le contraire.*»

Pas tendre avec le système financier multilatéral, le rapport de Ziegler accuse : «*Les institutions de Bretton Woods (la Banque mondiale et le FMI - NDLR), avec le gouvernement des États-Unis et l'Organisation mondiale du commerce refusent de reconnaître l'existence même d'un droit de l'homme à l'alimentation et imposent aux États les plus vulnérables le Consensus de Washington qui privilégie la libéralisation, la déréglementation, la privatisation et la compression des budgets nationaux des États.*

*Ce modèle, qui génère encore plus d'inégalités, (...) a des conséquences particulièrement catastrophiques pour le droit à l'alimentation par trois de ses aspects : la privatisation des institutions et des services publics, la libéralisation du commerce agricole et le modèle de réforme foncière fondé sur le marché. »*

### **Au cœur du scandale**

Son successeur, Olivier de Schutter, s'est, lui aussi, montré sévère pour le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, les pays riches : *« Beaucoup criaient dans le désert depuis des années pour qu'on soutienne l'agriculture dans les pays en développement. Rien n'a été fait contre la spéculation sur les matières premières, pourtant prévisible depuis qu'avec la chute de la bourse, les investisseurs se repliaient sur ces marchés. [...] Les plans d'ajustement structurel du Fonds monétaire international ont poussé les pays les plus endettés, notamment en Afrique subsaharienne, à développer des cultures d'exportation et à importer la nourriture qu'ils consommaient. Cette libéralisation les a rendus vulnérables à la volatilité des prix. »* En clair, à des comportements spéculatifs. Une analyse qui n'a pas ébranlé Dominique Strauss-Kahn, directeur général du Fonds monétaire international : *« Personne ne devrait oublier que toutes les nations comptent sur le libre-échange pour nourrir leur population. »*

Et pourtant, on est là au cœur du scandale. Dans son édition de mai, *Le monde diplomatique* relevait les appels scandaleux des agents financiers à réaliser de bonnes affaires en cette période de pénurie. Il citait ainsi la société-conseil française, Financeagri, qui, dès l'automne dernier, lançait : *« Soyez un acteur de la volatilité des marchés agricoles. Ne restez plus spectateurs. Informez-vous »*. Et construisez donc des fortunes sur le dos des affamés. Mais en Belgique aussi, la KBC, première banque du pays, a lancé un produit financier dont le rendement est lié à l'évolution du prix du blé, du maïs, du soja, du café, du sucre et du cacao. La souscription a été clôturée en 25 jours. Il s'est trouvé des clients de la banque pour s'en offusquer. Une partie du monde politique – une partie seulement, la droite étant aux abonnés absents – a réagi au slogan sans vergogne de la KBC : *« Tirez avantage de la hausse du prix des denrées alimentaires. »* Des organisations non gouvernementales ont réclamé des mesures « radicales ».

### **Des profits à la pelle**

Il en faudrait, en effet, quand les marchés agricoles sont devenus la proie de spéculateurs qui, inquiets des fluctuations du dollar et des effets de la crise bancaire, courent d'un secteur à l'autre, du pétrole au blé, du zinc au maïs, en quête de profits maximaux. *« Les indices agricoles, rappelle le Diplo, font un tabac auprès des fonds d'investissement. Entre la fin du premier trimestre et la fin du quatrième trimestre 2007 (...) le volume des capitaux gérés par les fonds d'investissement cotés sur les produits agricoles européens a quintuplé »* passant de 99 millions d'euros à 583 millions. Aux Etats-Unis, le phénomène est encore plus spectaculaire : il a été multiplié par sept l'an dernier<sup>2</sup>.

Indécents. Mais ces chiffres ne heurtent pas seulement la morale. Ils appellent d'autres réponses politiques et économiques pour sortir de cette situation. Blé ou riz, les stocks resteront bas en 2008 pour plusieurs raisons. Les grands pays développés négligent les stocks de précaution, à commencer par l'UE. Les pays pauvres n'ont pas les moyens de stocker. 40 % des stocks mondiaux de céréales se trouvent en Chine pour 22 % de la population. Par le passé, ce pays a souvent été touché par les

---

<sup>2</sup> « Comment le marché mondial des céréales s'est emballé », *Le Monde diplomatique*, mai 2008.

disettes et les dirigeants chinois font en sorte que le pays dispose en permanence d'une réserve stratégique de six mois.

Globalement, le prix du riz a doublé en cinq ans sur les marchés mondiaux pour se situer à 393 euros la tonne en moyenne au mois de décembre 2007. L'offre peine à suivre l'évolution de la demande depuis plusieurs années. Les conséquences de ces hausses de prix, on l'a vu, sont dramatiques pour les pays pauvres importateurs net de céréales et encore plus pour les populations les plus démunies de ces pays pauvres. Les populations de ces pays subissent désormais une inflation annuelle à deux chiffres sur les produits alimentaires. En Europe, les principales victimes sont aussi les ménages modestes. Car la hausse des prix touche d'abord les produits alimentaires de base comme les pâtes, le pain, les produits laitiers, les viandes blanches. Ensuite, les prix dits « d'entrée de gamme » sont les plus touchés par la hausse en raison de la faible marge des industriels qui produisent des denrées de « premiers prix » sous la coupe des grandes surfaces. Enfin, moins le ménage a de revenus, plus la part de l'alimentation grève son budget.

### **Responsabilité européenne**

De leur côté, les négociateurs de l'Organisation mondiale du commerce jouent la carte de la baisse des tarifs douaniers agricoles pour mieux promouvoir les intérêts des multinationales de l'industrie de pointe et de la finance. Or cette mise en concurrence brutale ruine rapidement des millions de paysans à travers le monde et risque de déboucher demain sur des pénuries alimentaires et des famines, tout en favorisant de nouvelles spéculations sur les prix.

Il y aurait urgence, d'abord, à sécuriser les approvisionnements alimentaires en augmentant les stocks de sécurité de céréales et d'oléagineux qui se conservent facilement en silos d'une récolte à l'autre. Ce genre de décision appartient aux responsables politiques. Ceux des 27 pays membres de l'Union européenne – on l'a vu avec le tour donné à la Politique agricole commune qui a vidé les stocks et les frigos – font montre d'une criminelle inconséquence. Ils ont renoncé à tout travail de réflexion sur le sujet et délégué l'essentiel de leurs responsabilités à une Commission européenne ultralibérale, incompétente sur les dossiers agricoles, soumise aux lobbies industriels et commerciaux.

La Commission européenne annonce un « choc alimentaire avec l'effet potentiel d'un tsunami économique et humanitaire. » Le primat de l'intérêt général, de l'avenir commun, sur les logiques du profit à tout prix est ainsi devenu un impératif vital. Il impose de brider les marchés financiers. Refuser de la voir est faire montre d'un dogmatisme criminel.

### **Bombe à retardement ?**

L'été dernier, nous mettions en garde contre les dangers d'un marché mondialisé des agrocarburants agricoles (« Energies vertes ? Agrocarburants : mythes et réalités », août 2007). Un cri d'alarme qui se justifie. De plus en plus de voix s'élèvent pour confirmer ce double danger : un bilan écologique discutable et l'influence de plus en plus grande de ces productions sur l'envolée des prix alimentaires.

Labourer plus de superficies, retourner des prairies et défricher des forêts pour augmenter les hectares consacrés au blé, au colza, au maïs, à la canne à sucre, aux betteraves et aux palmiers à huile, c'est, disent-elles, contribuer à d'importantes émissions de CO<sub>2</sub>, donc à une accélération du changement climatique.

Les partisans de ces cultures industrielles affirment proscrire la déforestation pour les étendre. À supposer qu'ils tiennent parole, ces nouvelles productions énergétiques prendront la place des cultures

vivrières qui migreront alors vers les zones forestières à défricher. C'est déjà le cas pour la culture du soja et l'élevage bovin en Amazonie tandis que la canne à sucre prend leur place sur des zones agricoles plus anciennes au Brésil.

En Indonésie, les entreprises engagées dans la culture du palmier à huile défrichent la forêt primaire à grande échelle. En Afrique, l'huile de palme utilisée pour la consommation humaine est déjà hors de prix tandis que plusieurs pays en font de l'agrocarburant.

L'Union européenne a retenu le chiffre de 10 % d'agrocarburants à incorporer dans les véhicules à l'horizon 2020. Cet objectif est aujourd'hui sérieusement mis en question. D'autant qu'il s'agirait d'externaliser l'essentiel de cette production et des émissions de CO2 qui lui seront imputables dans les pays du Sud au détriment de leur souveraineté alimentaire.

Si certains pays peuvent trouver légitime de produire des agrocarburants afin de réduire leur dépendance énergétique, rien ne serait pire que d'en faire un marché mondial pratiquant la sélection par l'argent et donnant la priorité au réservoir des voitures de riches sur l'estomac des pauvres.

Le marché mondial encore naissant des agrocarburants, une énorme bombe à retardement ?

### **1,2 à 1,7 milliard de dollars pour survivre**

La FAO a exhorté les bailleurs de fonds et les institutions de financement internationales à revoir leurs programmes d'assistance en faveur des pays les plus affectés par la flambée des prix des denrées alimentaires. Selon une première estimation, les financements supplémentaires requis pour mettre en œuvre les programmes et projets dans ces pays se situeraient entre 1,2 milliard et 1,7 milliard de dollars. Une somme ridiculement basse au regard des dépenses d'armements dans le monde. Ou de la guerre des Etats-Unis en Irak. Ou encore des paquets de milliards gracieusement offerts par les banques centrales pour renflouer les caisses des financiers privés aux comptes déséquilibrés par la spéculation.

Dans le monde, 37 pays sont actuellement confrontés à des crises alimentaires, selon le rapport. Parmi ceux-ci :

\* la Côte d'Ivoire: les prix du riz en mars 2008 ont plus que doublé par rapport à leurs niveaux un an plus tôt.

\* le Sénégal: les prix du blé en février 2008 ont été multipliés par deux par rapport à ceux constatés un an auparavant pendant que le sorgho augmentait de 56 %.

\* le Nigéria: sur le marché sous-régional important de Dawanau, les prix du sorgho et du millet ont doublé sur les cinq derniers mois.

\* la Somalie: l'an dernier dans le nord du pays, le prix de la farine de blé a presque triplé.

\* le Soudan: à Khartoum, la capitale, les prix du blé en février de cette année étaient 90 % plus élevés qu'un an plus tôt.

\* l'Ouganda: les prix du maïs en mars 2008 ont grimpé de 65 % par rapport à leurs niveaux de septembre.

\* l'Éthiopie: à Addis-Abeba, les prix du maïs en mars 2008 ont doublé en 12 mois et ceux du blé ont bondi de 42 %.

Mozambique: dans la capitale Maputo, les prix du maïs en mars étaient 43 % plus élevés qu'il y a un an.

\* les Philippines: les prix du riz ont augmenté de 50 % ces deux derniers mois.

\* le Sri Lanka: les prix du riz en mars 2008 ont été multipliés par deux en 12 mois pendant qu'au

Bangladesh ils augmentaient de 66 % sur la même période.

\* le Tadjikistan: les prix du pain en février étaient deux fois plus élevés que ceux observés en février 2007, pendant qu'en Arménie, le prix de la farine de blé a augmenté d'un tiers sur la même période.

\* Haïti: les prix des denrées alimentaires sont de 50 à 100 % plus élevés qu'ils ne l'étaient un an auparavant.